

Ainsi après avoir crié, hurlé, insulté les dirigeants des institutions internationales et de l'Union européenne qui le lui ont bien rendu en lui infligeant des sanctions économiques et diplomatiques, le chef de l'Etat biélorusse a bien dû admettre la réalité financière de son pays et appeler à l'aide.

L'enjeu de la route de l'énergie russe vers l'Europe

La Biélorussie est en effet victime de la crise mondiale, des décisions économiques extravagantes de son leader et surtout du changement de relations financières avec la Russie sur fond de hausse des prix du pétrole et du gaz principalement. Aujourd'hui, Minsk doit payer le vrai prix du marché lorsqu'elle fait ses courses à Moscou et a d'ailleurs été obligée de demander un prêt à la CEI (Communauté des Etats Indépendants), chaperonné par le Grand frère.

Pour l'anecdote, vexé, Alexandre Loukachenko a ordonné l'expulsion d'un journaliste moscovite faisant endosser pour une fois à la Russie outragée, le costume de défenseur des médias. Ne nous y trompons pas, le Kremlin n'est pas devenu subitement sensible aux question de liberté de la presse.

Non, ce qui intéresse particulièrement les dirigeants russes, c'est entre autres d'étendre encore un peu plus l'emprise de Gazprom sur la Biélorussie afin de maîtriser les couloirs de circulation du gaz vers l'Europe. Parce que jusqu'à peu, la Biélorussie représentait le couloir énergétique obligé entre la Russie et les pays européens. En faillite, Minsk a besoin d'argent frais urgemment, et ne pourra faire l'impasse de vendre d'importantes sociétés publiques et mixtes qui ne peuvent tomber que dans l'escarcelle russe.

La Biélorussie tiraillée entre Washington et Moscou

En attendant que les relations avec Moscou se réchauffent, l'autre option - déjà mise en place - est de se tourner vers le FMI. Une double demande est en cours d'examen et la mission de Washington, actuellement à Minsk, devrait rendre son verdict le 14 juin. Là, on doit espérer que les conditions seront différentes, et en dehors du programme de privatisations qui sera certainement exigé, et que de toute façon Lukashenko ne peut éviter, il faudra aussi faire d'importants efforts sur l'ouverture du pays à la démocratie et à la lutte contre la corruption. Et même si l'on voit difficilement comment cela peut être possible, il sera intéressant de connaître les moyens de pression que le Fonds monétaire international se doit d'exiger de Lukashenko.

Après l'annonce [des orientations de la nouvelle politique de voisinage de l'Union européenne](#), on voit difficilement comment le FMI pourrait échapper à la mise en place d'exigences démocratiques. Autant dire que le choix cornélien pour le dernier dictateur d'Europe, qui doit choisir entre l'ancien frère russe qui ne lui veut pas que du bien et l'Occident qu'il déteste est difficile, et que seules les réalités économiques de son pays lui imposent.

Présidentielles anti-corruption en Lettonie

L'actualité électorale a été riche cette fin de semaine dernière en Europe centrale et orientale. La Lettonie tout d'abord qui a désormais un nouveau président. Voulant lutter contre la corruption dans son pays, l'ancien président Valdis Zatlers a pris le risque de dissoudre le parlement alors qu'il n'ignorait pas que cela pouvait lui coûter sa réélection aux présidentielles au suffrage indirect qui se sont déroulées dans la foulée.

Les députés lettons avaient refusé de lever l'immunité d'un des leurs, accusé de corruption. Sans sous-estimer les enjeux et autres dessous politiques d'une telle affaire, il semblerait néanmoins qu'au moment où le mouvement anti-corruption de l'Union européenne pointe encore du doigt la Roumanie et la Bulgarie, certains dirigeants politiques européens confrontés aux mêmes difficultés osent agir, sans pour autant obtenir, il est vrai pour l'heure, un résultat impressionnant. Mais l'on peut l'espérer à l'avenir.

Le *statu-quo* macédonien

Organisées pour trouver une solution au blocage politique qui empêchait la Macédoine de procéder à des réformes, les élections législatives anticipées qui ont eu lieu dimanche 5 juin semblent pourtant n'avoir rien changé. Le parti conservateur au pouvoir a été réélu et il va certainement cohabiter avec le même parti albanais. Pourtant, l'enjeu est de taille car le pays y joue sa carte d'entrée dans l'Union européenne et l'OTAN. Encombrée de discours nationalistes sur fond de difficultés avec la Grèce et ses minorités importantes, la Macédoine reste encore trop figée dans des schémas archaïques où la Russie représente une place toujours trop importante.

Les élites d'hier sont encore celles d'aujourd'hui et il faut du temps pour que les choses changent. Mais la question est de savoir si la Macédoine en a justement du temps. Rien n'est moins sur.

NDLR : les partis des Albanais, qui jouent un rôle de premier ordre dans la formation du gouvernement, considèrent une rapide intégration de leur pays à l'UE comme la meilleure garantie de la protection de leurs droits et d'une amélioration de l'économie. Ils estiment que la question du nom de la Macédoine ne doit pas entraver la progression du pays vers l'UE.

Articles liés :

Sur les questions énergétiques russes :

- [UE - Nabucco : les infidélités des Européens avec South Stream](#)
- [Nabucco, un consortium bien optimiste](#)
- [La Russie réaffirme son leadership de l'énergie en Hongrie](#)
- [A Budapest, le froid entre Kiev et Moscou impose un remède rapide](#)
- [Une stratégie énergétique régionale pour en finir avec l'Ukraine](#)
- [Nabucco passe le Parlement](#)

- [Nabucco, l'esquive du gaz russe](#)

Sur la politique d'élargissement de l'UE et les Balkans :

- [L'UE va à contre-courant dans les Balkans d'après Viktor Orban. Et la Hongrie ?](#)
- [Elargissement de l'UE : « chaque pays candidat doit franchir un pas » \(Martonyi\)](#)
- [Elargissement de l'espace Schengen : les velléités hongroises ne suffiront pas](#)
- [Viktor Orban plaide en faveur de la Croatie](#)
- [Elargissement de l'UE : les divergences franco-hongroises](#)
- [Orbán, médiateur entre Belgrade et Bruxelles](#)
- [Serbie : la longue route vers l'UE](#)
- [Hongrie - Serbie : quand il n'est plus question de guerre, mais de coopération](#)
- [La Hongrie prépare le terrain pour présider l'UE en 2011](#)
- [La Hongrie soutien l'adhésion serbe à l'UE](#)

Les précédentes chroniques de Cécile Vrain :

- [Conjoncture favorable pour les politiques de voisinage de l'UE](#)
- [Les conséquences de l'affaire DSK en Europe](#)
- [Présidence de l'UE : bientôt le tour de la Pologne](#)
- [Catherine Ashton : une « erreur de casting » ?](#)
- [Nouvelle constitution : le passé d'une illusion](#)
- [Comment l'Union européenne fête la journée internationale des Roms](#)
- [La Hongrie reste en dehors du «Pacte pour l'euro»](#)